

BURKINA FASO. PAS DE REcul SUR LES DROITS HUMAINS !

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNICATION POUR LA 44^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 6 NOVEMBRE 2023 (ANNEXES EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) du Burkina Faso, qui se tiendra le 6 novembre 2023. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations formulées à l'intention du Burkina Faso lors de son précédent EPU, notamment celles concernant la protection des droits des femmes, l'abolition de la peine de mort, la mise en place d'une Commission nationale des droits humains et la protection des personnes qui défendent les droits humains.

L'organisation se penche également sur le cadre national en matière de droits humains, notamment l'adoption d'une loi portant modification du Code pénal qui met en danger la liberté d'expression, l'établissement par décret d'une unité des Forces spéciales intégrée aux forces de défense et de sécurité qui suscite des préoccupations en matière d'impunité et la mise en place d'un fonds d'assistance juridique pour les justiciables indigents.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations relatives aux violations des droits humains et du droit international humanitaire et aux atteintes à ces droits en lien avec le conflit, ainsi qu'aux violations des droits des personnes détenues, du droit à l'éducation, des droits des femmes et des filles et de la liberté d'expression.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention du Burkina Faso qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains.

AMNESTY INTERNATIONAL EST UN MOUVEMENT MONDIAL RÉUNISSANT PLUS DE 10 MILLIONS DE PERSONNES QUI AGISSENT POUR QUE LES DROITS FONDAMENTAUX DE CHAQUE INDIVIDU SOIENT RESPECTÉS.

LA VISION D'AMNESTY INTERNATIONAL EST CELLE D'UN MONDE OÙ CHACUN-E PEUT SE PRÉVALOIR DE TOUS LES DROITS ÉNONCÉS DANS LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS D'AUTRES TEXTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS HUMAINS.

ESSENTIELLEMENT FINANCÉE PAR SES MEMBRES ET LES DONS DE PARTICULIERS, AMNESTY INTERNATIONAL EST INDÉPENDANTE DE TOUT GOUVERNEMENT, DE TOUTE TENDANCE POLITIQUE, DE TOUTE PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE TOUT GROUPEMENT RELIGIEUX.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors du précédent examen par le Groupe de travail de l'EPU, le Burkina Faso a accepté 184 recommandations et a pris note de 20 autres recommandations¹. Parmi celles qu'il s'est engagé à mettre en œuvre figurent l'abolition totale de la peine de mort dans le droit national² ; la mise en place d'une Commission nationale des droits humains conforme aux Principes de Paris³ ; l'adoption d'une loi relative à la violence à l'égard des femmes⁴ ; le renforcement de la stratégie, de la législation et des plans nationaux pour lutter contre des pratiques qui violent les droits des femmes, en particulier les mutilations génitales féminines et le mariage forcé⁵ ; la prévention d'actes de torture et de mauvais traitement⁶ ; l'amélioration des conditions de détention⁷ ; ainsi que le plein respect des droits humains lors d'opérations militaires⁸.
2. Le Burkina Faso s'est malheureusement contenté de prendre note de 20 recommandations, dont celle de porter à 18 ans l'âge minimum du mariage pour les femmes⁹, celle d'interdire les châtiments corporels envers des enfants¹⁰ et celle d'ériger en infraction le recrutement et l'emploi de personnes de moins de 18 ans dans les forces armées nationales¹¹.
3. Le 27 juin 2017, le Burkina Faso a adopté une loi relative à la protection des défenseur.e.s des droits humains qui prévoit une protection juridique pour l'exercice de leur activité¹².
4. Le Burkina Faso a également modifié son Code pénal en mai 2018 et a aboli le recours à la peine de mort pour des crimes jugés par les tribunaux civils. L'abolition est toutefois restreinte car la peine de mort peut toujours être prononcée par des tribunaux militaires.
5. Alors qu'il s'y était engagé, le Burkina Faso n'a pas modifié son Code des personnes et de la famille pour en retirer les articles discriminatoires à l'égard des femmes, et il n'a pas ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹³.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

6. En mai 2021, le Burkina Faso a établi une unité des Forces spéciales intégrée à ses forces de sécurité et de défense. Le décret de juin 2021¹⁴ qui définit le statut des Forces spéciales (article 10) prévoit qu'elles ne peuvent être poursuivies pour des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette disposition d'immunité bafoue le droit des victimes à la justice et à des réparations.
7. En juillet 2019, le Burkina Faso a modifié son Code pénal en adoptant un nouveau texte, la Loi n° 044-2019/AN, qui prévoit des infractions définies en des termes vagues, allant à l'encontre du droit à la liberté d'expression et qui pourraient être utilisées pour harceler ou intimider arbitrairement des défenseur.e.s des droits humains et des journalistes¹⁵. L'article 312-11 érige en infraction les entreprises de « démoralisation des forces de sécurité », les rendant passibles d'une peine d'emprisonnement minimale d'un an et d'une amende pouvant aller jusqu'à deux millions de francs CFA (3 329 dollars des États-Unis) ; d'autres articles limitent l'accès aux renseignements sur des opérations ou des armes militaires et la diffusion de telles informations, dans le but de protéger l'ordre public ou l'intégrité des opérations militaires.
8. La Loi n° 025-2018 a durci les sanctions pour les mutilations génitales féminines. Effectuer des mutilations génitales féminines expose à une peine pouvant aller de six mois à trois ans d'emprisonnement et à une amende de 500 000 à trois millions de francs CFA (de 809 à 4 852 dollars des États-Unis). En cas de décès de la victime, la peine est un emprisonnement de 11 à 21 ans. La loi indique que la peine et l'amende doivent être portées au maximum si la personne ayant réalisé ces pratiques dangereuses fait partie du corps médical¹⁶.
9. Depuis 2016, le Burkina Faso a créé un fonds d'assistance juridique pour les justiciables indigents, mais la mise à disposition du financement et les critères d'éligibilité devraient être étendus aux réfugié.e-s, demandeurs.euses d'asile et personnes de nationalité étrangère faisant l'objet d'une procédure pénale.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Atteintes aux droits humains et violations des droits humains en lien avec le conflit.

10. D'après les données du projet Armed Conflict Location Events Database, au moins 4 801 civil-e-s burkinabè ont été tué-e-s au cours du conflit par plusieurs parties depuis 2017¹⁷.

Violations commises par les forces de sécurité

11. Les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso et leurs partenaires ont commis des violations du droit international humanitaire dans le cadre d'opérations anti-insurrectionnelles.
12. Le 1^{er} janvier 2019 et pendant plusieurs jours, des membres présumés des *koglweogo*, un groupe armé d'autodéfense, ont attaqué plusieurs villages dans les régions du Centre-Nord et du Sahel ; d'abord Yirgou (province du Sanmatenga, Centre-Nord) mais également Kaya et Boussouma (Centre-Nord), et Arbinda, Kelbo et Djibo (province du Soum dans la région du Sahel). Au moins 49 civil-e-s, Peul-e-s pour la plupart, ont été tué-e-s. Soixante-six autres personnes ont été portées disparues après ces attaques, menées en représailles de l'assassinat du chef du village de Yirgou et de cinq autres personnes par des membres présumés d'Ansaroul Islam le 1^{er} janvier¹⁸.
13. Le 5 février 2019, le gouvernement a annoncé la « neutralisation » de 146 « terroristes » dans les provinces du Yatenga et du Loroum, dans le nord du pays. Des enquêtes menées par le Mouvement burkinabè pour les droits de l'homme et des peuples ont démontré que 60 civil-e-s ont été tué-e-s à Kain, à Daybara, à Somé et à Banh par l'armée et que, dans certains cas, ces homicides pourraient constituer des exécutions extrajudiciaires¹⁹.
14. Le 8 mars 2020, des membres présumés des *koglweogo* ont fait une incursion dans les villages de Barga, Dinguila et Ramdolla (région du Nord), où ils ont tué au moins 43 habitants et détruit des immeubles²⁰.
15. Le 9 avril 2020, des membres d'une unité militaire spéciale ont arrêté et exécuté 31 personnes lors d'une patrouille à Djibo²¹. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête sur ces homicides, qui pourraient constituer des crimes de guerre, mais aucune autre information sur l'enquête n'a été rendue publique.
16. Le 30 décembre 2022, des membres des Volontaires pour la défense de la patrie, une force auxiliaire de l'armée, ont attaqué deux quartiers de la ville de Nouna (province de la Kossi), où vivent en majorité des Peul-e-s, faisant au moins 27 morts parmi les civil-e-s²². Le parquet de Nouna a annoncé l'ouverture d'une enquête sur ces homicides.

Exactions perpétrées par des groupes armés

17. En juin 2021, un groupe armé non identifié a attaqué des positions des Volontaires pour la défense de la patrie à l'entrée de la ville de Solhan (province du Yagha) avant d'envahir la ville et de tuer des habitant-e-s sans distinction. Cette attaque a fait au moins 132 morts, dont des civil-e-s, et 40 blessés, et a provoqué le déplacement de 707 familles²³.
18. Le 11 juin 2022, l'État islamique au Sahel (EIS) a attaqué la ville de Seytenga (province de Séno), faisant au moins 86 morts - dont des civil-e-s - parmi les habitant-e-s, d'après le gouvernement²⁴.
19. Dans le nord et l'est du Burkina Faso, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a bloqué l'accès à plusieurs villes ainsi que leur approvisionnement commercial. En février 2022, le GSIM a coupé l'accès à Djibo après que les autorités eurent interdit les déplacements de personnes et les transferts de biens depuis cette ville vers les zones qui se trouvaient sous l'influence du Groupe. Le GSIM a également attaqué et détruit des biens à caractère civil, dont des infrastructures hydrauliques, ce qui a eu des répercussions pour plus de 300 000 habitant-e-s²⁵. Des commerçant-e-s et d'autres personnes tentant d'approvisionner la ville en nourriture ont été menacés de violences par des groupes armés ; les pouvoirs publics ont alors déployé des escortes

armées pour aider ces personnes à entrer dans Djibo. Le 26 septembre 2022, un convoi civil d'approvisionnement qui se dirigeait vers Djibo sous escorte militaire a été attaqué par des assaillants armés à Gaskindé. Depuis cette attaque, le sort de 50 personnes demeure inconnu. Aux dires des autorités, les corps de 11 militaires ont été retrouvés après l'attaque.

20. Ces homicides illégaux de civil·e·s aux mains du GSIM et de l'EIS constituent des crimes de guerre au regard du droit international.

Droits des femmes et des filles

21. En juillet 2019, le gouvernement du Burkina Faso s'est engagé à fournir gratuitement des services de santé sexuelle et reproductive, notamment des moyens de contraception et des consultations médicales²⁶. L'objectif de cette décision était d'éliminer certains obstacles entravant l'accès des femmes et des filles aux informations, aux produits et aux services en matière de santé sexuelle et reproductive.
22. En juin 2021, l'ONG Médecins sans Frontières a signalé une augmentation des violences sexuelles dans les régions touchées par le conflit. Des informations ont également été recueillies sur des échanges présumés d'actes sexuels contre une aide alimentaire fournie par des ONG locales facilitant l'accès des personnes déplacées à l'aide humanitaire à Kaya, une ville de la province du Sanmatenga, province accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées au Burkina Faso²⁷.

Droit à l'éducation

23. L'état de conflit a affecté le droit à l'éducation de millions d'enfants au Burkina Faso, en mettant les écoles à l'arrêt dans plusieurs régions. Des groupes armés comme Ansaroul Islam et l'État islamique au Sahel continuent de cibler des écoles, des enseignant·e·s et des communautés qui hébergent des écoles qu'ils jugent « non-islamiques ».
24. D'après des données du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, 1,08 million d'enfants n'étaient pas scolarisés et 6 383 écoles étaient à l'arrêt au Burkina Faso au 31 janvier 2023²⁸.

Droit à la justice, à la vérité et à la réparation

25. En avril 2022, un tribunal militaire siégeant à Ouagadougou a déclaré l'ancien président Blaise Compaoré et son chef de la sécurité de l'époque, Hyacinthe Kafando, coupables des homicides du président Thomas Sankara et de 12 autres représentants de l'État, perpétrés en 1987. Ces deux hommes ont été condamnés par contumace à la réclusion à perpétuité. Le général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major, s'est vu infliger la même peine. Le tribunal a également déclaré huit autres accusés coupables et les a condamnés à des peines allant de trois à 20 ans d'emprisonnement ; trois personnes ont été acquittées²⁹.
26. En mai 2022, une haute cour de Ouagadougou a également déclaré Gilbert Diendéré coupable de complicité d'arrestation illégale et séquestration aggravée du dirigeant syndical étudiant Boukary Dabo en 1990, et l'a condamné à 20 ans de réclusion et à une amende de 1 million de francs CFA (1 618 dollars des États-Unis). Ces infractions avaient conduit à la mort de Boukary Dabo. Deux autres personnes accusées dans la même affaire ont été condamnées respectivement à 10 et 30 ans de réclusion et au paiement de dommages et intérêts³⁰.
27. Le Code pénal en vigueur au Burkina Faso ne garantit pas l'assistance juridique aux personnes arrêtées et détenues pour des accusations de terrorisme. Les détenu·e·s peuvent faire une demande auprès d'un fonds public pour financer leur représentation, mais la loi n'enjoint pas au tribunal de désigner un·e avocat·e si la personne détenue n'en trouve pas. Ce vide juridique entraîne un risque pour le respect des normes d'équité des procès.

Liberté d'expression

28. Après l'attaque lancée contre la ville de Solhan en juin 2021, le Conseil supérieur de la communication (CSC) a suspendu pour cinq jours les émissions de radio et de télévision du groupe Oméga Médias au motif que celui-ci avait « diffusé des informations erronées » sur l'attaque. Oméga Médias avait affirmé que des groupes armés avaient tendu une embuscade à des personnes déplacées de Solhan sur la route de Dori. Dans une lettre, le Conseil a également menacé Radio France Internationale de suspension en raison de la manière dont elle avait traité l'attaque et la réaction des pouvoirs publics³¹.
29. Le 8 février 2019, Adama « Damiss » Ouedraogo, directeur de publication du journal *Le Dossier*, a été convoqué par le CSC après que son journal eut diffusé sur les réseaux sociaux un enregistrement audio dans lequel le discours du gouvernement au sujet de la « neutralisation de 146 terroristes » dans les communes de Kain, Bomboro et Banh était remis en cause et ces actes étaient qualifiés d'« exécutions extrajudiciaires³² ».

Torture et autres mauvais traitements

30. Le 11 mai 2020, des gendarmes, accompagnés par des Volontaires pour la défense de la patrie, ont arrêté 25 personnes sur un marché du village de Kpenchangou dans la région de l'Est. Le lendemain matin, 12 d'entre elles ont été retrouvées mortes dans leurs cellules au poste de gendarmerie de Tanwalbougou. La gendarmerie a nié toute responsabilité, mais les survivants, qui ont été libérés en juin de la même année, ont affirmé que les 12 hommes étaient décédés après avoir été violemment roués de coups en détention³³. Le procureur de Fada Ngourna a annoncé le 13 mai 2020 qu'il y aurait une enquête³⁴ ; pourtant, plus de deux ans après les faits, personne n'a encore été poursuivi pour ces décès.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT EXAMINÉ

Amnesty International appelle le gouvernement du Burkina Faso à prendre les mesures suivantes :

Violations commises par les forces de sécurité

31. Veiller à ce que toutes les personnes soupçonnées d'être à l'origine de violations graves des droits humains et du droit international humanitaire ou d'atteintes graves à ces droits dans le contexte du conflit depuis 2016, y compris de crimes au regard du droit international, soient traduites en justice devant les tribunaux de droit commun, et jugées dans le cadre de procès conformes aux normes d'équité, sans recours à la peine de mort.

Exactions perpétrées par des groupes armés

32. Protéger les civil·e·s en première ligne et faire rapidement aboutir les enquêtes liées aux exactions perpétrées par des groupes armés.

Droits des femmes et des filles

33. Réformer le Code de la famille de façon à porter l'âge légal du mariage de 17 à 18 ans pour les filles, sans exception liée aux traditions ou à toute autre raison, et à lever toutes les dispositions discriminatoires.
34. Renforcer les campagnes publiques de sensibilisation contre les mutilations génitales féminines.
35. Mettre en œuvre le Plan d'action national sur la violence sexiste, notamment en améliorant l'accès complet à la justice pour les victimes, y compris en leur fournissant des services d'accompagnement ; en dispensant une formation ciblée aux fonctionnaires de police et de justice et en renforçant leurs capacités ; et en provisionnant des ressources suffisantes pour permettre aux ministères clefs de mettre en œuvre le Plan d'action.

Droit à l'éducation

36. Soutenir le droit à l'éducation en allouant davantage de ressources à de nouvelles formes d'enseignement, en particulier pour les enfants qui ont été déplacé-e-s à l'intérieur du pays, et en renforçant les capacités du système éducatif dans les communautés d'accueil.
37. Élaborer un plan national pour protéger les écoles, les enfants et les enseignant-e-s des attaques de groupes armés, et créer des mesures et mécanismes efficaces pour empêcher les attaques et menaces d'attaques visant les écoles et le caractère civil des infrastructures d'éducation.

Droit à la vérité, à la justice et à des réparations

38. Garantir le droit à un procès équitable pour toutes et tous, y compris pour les personnes arrêtées pour terrorisme.
39. Veiller à ce que toutes les personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions contre des civil-e-s soient jugées par des tribunaux civils.
40. Garantir la justice et l'obligation de rendre des comptes pour les cas d'atteintes aux droits fondamentaux et de violations graves du droit international relatif aux droits humains et du droit international humanitaire perpétrées par le passé.
41. Modifier l'article 10 du Statut des Forces spéciales du Burkina Faso pour supprimer les dispositions qui leur confèrent une immunité de poursuites pour des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Liberté d'expression

42. Mettre un terme au harcèlement et aux actes d'intimidation à l'encontre de journalistes et d'organes de presse qui couvrent le conflit.
43. Modifier le Code pénal pour veiller à ce que ses dispositions (y compris l'article 312-11) ne puissent être employées pour harceler ou intimider arbitrairement des défenseur-e-s des droits humains ou des journalistes, ni pour restreindre la liberté de la presse ou entraver l'accès à l'information.

Torture et autres mauvais traitements

44. Faire aboutir rapidement l'enquête sur le décès des personnes détenues au poste de gendarmerie de Tanwalbougou en mai 2020, et traduire en justice lors de procès conforme aux normes d'équité tous les responsables présumés de ces décès en détentions.
45. Veiller à ce que toutes les personnes détenues soient informées de leurs droits et maintenues dans des conditions de détention humaines, en réduisant la surpopulation et en veillant à ce que les détenu-e-s bénéficient de soins médicaux satisfaisants et ne soient pas soumis-es à des difficultés ou des contraintes autres que celles inhérentes à la privation de liberté.
46. Mener des enquêtes promptes, impartiales, indépendantes et efficaces sur tous les cas signalés de torture et de mauvais traitements, traduire en justice dans le cadre de procès équitables tou-te-s les fonctionnaires présumés responsables de violations des droits des détenu-e-s, et offrir des réparations aux personnes dont les droits ont été bafoués.

Peine de mort

47. Abolir la peine de mort sous toutes ses formes en supprimant aussi son recours dans les tribunaux militaires avant l'examen intermédiaire.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Burkina Faso. L'abolition de la peine de mort, une victoire de haute lutte, 1 June 2018, [amnesty.org/fr/latest/news/2018/06/burkina-faso-abolition-of-death-penalty-a-hardwon-victory/](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/06/burkina-faso-abolition-of-death-penalty-a-hardwon-victory/)

Amnesty International appelle le Burkina Faso à protéger les défenseur-e-s des droits humains et à mettre fin à la pratique des mariages précoces et forcés, 25 September 2018, [amnesty.org/fr/documents/afr60/9145/2018/fr/](https://www.amnesty.org/fr/documents/afr60/9145/2018/fr/)

Burkina Faso. Il est urgent de protéger les filles contre les MFG et le mariage forcé, 10 October 2018 : [amnesty.org/fr/latest/press-release/2018/10/burkina-faso-urgent-need-to-protect-girls-from-and-forced-marriage/](https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2018/10/burkina-faso-urgent-need-to-protect-girls-from-and-forced-marriage/)

Burkina Faso : « Le nouveau code pénal pourrait conduire jusqu'à dix ans de prison pour diffusion d'information sur les opérations militaires », 17 June 2019, [amnesty.org/fr/latest/press-release/2019/06/burkina-faso-le-nouveau-code-pourrait-conduire/](https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2019/06/burkina-faso-le-nouveau-code-pourrait-conduire/)

Burkina Faso. La lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour réprimer la liberté d'expression et d'information, 5 March 2019, [amnesty.org/fr/latest/news/2019/03/burkina-faso-la-lutte-contre-le-terrorisme-ne-doit-pas/](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/03/burkina-faso-la-lutte-contre-le-terrorisme-ne-doit-pas/)

Burkina Faso. Les récits de témoins confirment que le massacre de Barga a été perpétré par un groupe armé, 20 March 2020, [amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/)

Afrique. Les conflits armés et la répression orchestrée par les autorités favorisent les violations des droits humains, 7 April 2020 [amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/africa-armed-conflicts-and-state-repression-fuel-cocktail/](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/africa-armed-conflicts-and-state-repression-fuel-cocktail/)

« Ils en ont exécuté certains et emmené d'autres avec eux ». Péril pour les populations civiles dans le Sahel, 10 June 2020, [amnesty.org/fr/documents/afr37/2318/2020/fr/](https://www.amnesty.org/fr/documents/afr37/2318/2020/fr/)

Burkina Faso: Après le massacre de Solhan, la protection de la population doit être la priorité, 7 June 2021, AFR 60/4249/2021, [amnesty.org/fr/documents/afr60/4249/2021/fr/](https://www.amnesty.org/fr/documents/afr60/4249/2021/fr/)

Burkina Faso. « Les auteurs présumés des tueries de Nouna doivent faire face à la justice », 10 January 2023, [amnesty.org/fr/latest/news/2023/01/burkina-faso-perpetrators-of-nouna-killings-must-face-justice/](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/01/burkina-faso-perpetrators-of-nouna-killings-must-face-justice/)

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation (As of February 2023 ¹)
Theme: A12 Acceptance of international norms			
125.1 Maintain a positive dynamic of ratification of international treaties (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partly implemented
125.128 Reinforce the policies and programmes designed to combat the social exclusion of people accused of practising witchcraft (Israel); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented
126.1 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Chile) (Costa Rica) (Spain) (Togo); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not implemented
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
125.2 Continue cooperation with the special procedures (Morocco); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Partly implemented
Theme: A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR)			
125.6 Intensify its efforts in the implementation of pending recommendations (Nigeria); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Partly implemented
125.7 Consider the establishment of a national coordination mechanism for drafting reports, follow-up and implementation of recommendations, in line	Supported	A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Fully implemented

¹ Where Amnesty International has assessed a recommendation as “Not implemented”, the organization has not received any information suggesting that progress has been made towards implementation

with the elements of the 2016 OHCHR guide on national mechanisms for reporting and follow-up (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions			
125.3 Continue the work with Human Rights Council bodies to protect and implement human rights (State of Palestine); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions Affected persons: - general	Partly implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
125.8. Finalize and adopt the new constitution to further safeguard the human rights of its people (Botswana); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. The Constitution was drafted, a referendum date announced but it was never adopted.
125.9. Ensure the effective implementation of Law No. 061-2015 / CNT with the participation of different social stakeholders (Canada); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented
126.9 Finalize and adopt the draft law revising the Act No. 010-2009, as follow-up to the recommendations in paragraphs 135.44, 135.54 and 135.61 of the report of the Working Group on its second review cycle (Haiti); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented
125.10. Implement the law creating the National Human Rights Commission and allocate it the necessary resources, according to the Paris Principles (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A45 National Human Rights Institution (NHRI) Affected persons: - general	Not fully implemented
125.96 Redouble efforts to implement the Law on violence against women, and ensure sufficient financial resources so that	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B51 Right to an effective remedy	Partly implemented

victims can have access to justice and psychosocial rehabilitation measures (Chile); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125		F13 Violence against women Affected persons: - women	
125.162 Revise its regulation and administrative practices to protect the human rights of migrant workers and incorporate in its domestic law the principle of non-refoulement (Honduras); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment G4 Migrants Affected persons: - migrants	Not implemented
125.62 Effectively apply national legislation on human trafficking and on child labour and exploitation (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Not implemented
125.151 Ensure the effective implementation of laws relating to child trafficking, child labour and the exploitation of children (Brazil); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Not implemented
125.101 Implement the strategy, legislation and national plans to combat practices that violate the rights of women, especially female genital mutilation and forced marriage (Cabo Verde); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.109 Strengthen the implementation of legislation and policies aimed at ending harmful traditional practices, in particular child, early and forced marriages and female genital mutilation (Rwanda); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women - children - girls	Partly implemented (para 8)
Theme: A42 Institutions & policies - General			
125.23 Continue to strengthen further national human rights	Supported	A42 Institutions & policies - General Affected persons: - general	Partly implemented

institutions and mechanisms (Nepal); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
Theme: A44 Structure of the national human rights machinery			
125.24 Allocate sufficient human and financial resources towards a sustained implementation of the domestic normative framework on human rights (Philippines); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A44 Structure of the national human rights machinery Affected persons: - general	Partly implemented
Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)			
125.11 Provide the National Human Rights Commission with sufficient financial and human resources, in line with the Paris Principles, in order to ensure its autonomy and independence (Georgia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) Affected persons: - general	Partly implemented
125.12 Make the National Human Rights Commission fully operational and provide it with sufficient financial and human resources, in line with the Paris Principles (Germany); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) Affected persons: - general	Partly implemented
Theme: A51 Human rights education - general			
125.86 Continue its efforts to uphold human rights education through training, capacity-building and awareness-raising (Mauritius); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partly implemented
125.89 Expand human rights education and awareness-raising activities (Nepal); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partly implemented
Theme: A54 Awareness raising and dissemination			
125.90 Step up its efforts to heighten human rights awareness among its people (Philippines);	Supported	A54 Awareness raising and dissemination Affected persons: - general	Not implemented

Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
126.31 Step up efforts to protect the rights of persons with albinism, including through public raising-awareness campaigns (Botswana); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	A54 Awareness raising and dissemination B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented
126.32 Continue awareness-raising actions to help change negative attitudes towards persons with albinism (Central African Republic); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	A54 Awareness raising and dissemination B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented
125.49 Take measures to promote human rights training for security forces (Italy); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	A54 Awareness raising and dissemination F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented
Theme: B41 Right to development			
125.26 Continue to implement measures to achieve equitable redistribution of the benefits of growth (Cuba); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B41 Right to development Affected persons: - general	Not implemented
Theme: B51 Right to an effective remedy			
125.44 Investigate credible allegations of human rights abuses and violations, and hold those responsible accountable (United States of America); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented
125.55 Strengthen measures to ensure access to justice, including by increasing the number of judicial venues (France); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Not implemented
125.126 Guarantee access to justice for women and girl victims of violence as well as to elderly women accused of witchcraft, ensuring that perpetrators are prosecuted and sanctioned (Gabon); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy Affected persons: - general - women	Partly implemented
125.33 Ensure that all reports of alleged torture and ill-treatment are investigated by an independent and impartial body and the perpetrators prosecuted, and ensure that victims receive	Supported	B51 Right to an effective remedy D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons:	Not implemented

full redress and rehabilitation (Zambia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125		general - persons deprived of their liberty	
125.145 Investigate allegations of physical abuse by jailers and hold the perpetrators accountable, as efforts to improve access to justice will reduce prison overcrowding (United States of America); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented
125.140 Develop and implement a strategy to guarantee that women and girls, including women and girls with disabilities, have effective access to justice, political and public life, education, income-generating activities and health care, including sexual and reproductive health-care services (Mexico); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services E51 Right to education - General Affected persons: - general - women - girls - persons with disabilities	Not implemented
125.138 Develop and implement concrete policies to ensure that women and girls have easy access to justice, education and health-care systems, particularly those with disabilities (Islamic Republic of Iran); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy E41 Right to health - General E51 Right to education - General Affected persons: - general - women - girls	Partly implemented (para 8)
125.111 Ensure that people who continue to practice female genital mutilation are held accountable and prosecuted as a means to deter perpetrators (Australia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B51 Right to an effective remedy F13 Violence against women Affected persons: - women - girls	Not implemented
Theme: B52 Impunity			
125.43 Investigate all allegations of human rights abuses by self-defence groups and bring suspected perpetrators to justice (Ghana); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B52 Impunity Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented
125.46 Enhance measures to guarantee the furthering of judicial investigations and sanctioning the perpetrators of all human rights violations (Argentina); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B52 Impunity Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Not implemented
125.48 Bolster mechanisms to prevent human rights violations by security forces (Austria); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B52 Impunity Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented
126.18 Honour its role as guarantor of security, without being replaced by self-defence groups, and ensure respect for human rights in its territory, including by the security forces,	Supported	B52 Impunity Affected persons: - general	Not implemented

and ensure an end to impunity (Spain); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1			
125.32 Undertake immediate and effective action to prevent all forms of torture and ill-treatment and to ensure thorough, independent and impartial investigations into all acts of torture committed by government officials, with the aim to end impunity (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B52 Impunity D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - general - media - persons deprived of their liberty	Not implemented
Theme: B53 Support to victims and witnesses			
125.98 Establish a sufficient number of drop-in centres and shelters for women and girl victims of violence (Gabon); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B53 Support to victims and witnesses Affected persons: - women	Not implemented
Theme: B71 Human rights and the environment			
126.10 Implement the Environmental and Social Management Plan and enforce the Mining and Environmental Code (Kenya); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	B71 Human rights and the environment Affected persons: - general	
Theme: B8 Human rights & counter-terrorism			
125.30 Ensure full respect for human rights by the defence and security forces, including in their struggle against terrorist groups (France); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons: - general	Not implemented
125.51 Ensure that security force operations within the framework of combating extremism and terrorism are implemented in strict compliance with human rights (Canada); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons: - general	Not implemented
Theme: D23 Death penalty			
126.12 Abolish officially and ultimately the death penalty (Cabo Verde); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Partly implemented (para 4)
126.13 Complete the process of abolishing the death penalty (Central African Republic); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
125.34 Intensify efforts for addressing allegations of torture by law enforcement agents (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Partly implemented (para 29)
125.35 Make operational its National Observatory on the Prevention of Torture as soon as possible (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons:	Implemented (Part of the NHRC)

		persons deprived of their liberty	
125.36 Operationalise the National Observatory for the Prevention of Torture (Uganda); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Implemented (Part of the NHRC)
125.37 Pursue efforts to regulate self-defence groups, sometimes accused of torture, violence and racketeering (France); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Partly implemented (para 15, 16, 29)
125.38 Conduct thorough investigations into allegations of torture and other ill-treatment in detention centres (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Partly implemented (para 29)
Theme: D26 Conditions of detention			
125.40 Improve the conditions of prisoners (Iraq); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented
125.41 Combat prison overcrowding and take all measures necessary aimed at improving detention conditions (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented
125.42 Implement a comprehensive plan to end overcrowding in prisons (Zambia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented
Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking			
125.60 Step up its endeavour to combat trafficking in children and women and to strengthen the existing anti-trafficking policies (Indonesia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - women - children	Partly implemented
125.61 Deploy further efforts to stop trafficking in women and children (Iraq); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - women - children	Partly implemented
125.147 Continue to fight against child trafficking (Senegal); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - children	Partly implemented
125.149 Ensure that the capacity of the National Council of Children is strengthened in order to intensify efforts aimed at combating trafficking of children, protecting children from sexual abuse, corporal punishment and the worst forms of child labour as well as to end early and forced marriages (Namibia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking E32 Right to just and favourable conditions of work F13 Violence against women F31 Children: definition; general principles; protection F32 Children: family environment and alternative care	Partly implemented

		F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	
125.154 Ensure the enforcement of existing laws relating to child trafficking, child labour and the exploitation of children (Maldives); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Partly implemented
125.157 Guarantee the rights of children using more resources to stop their exploitation and trafficking of children (Spain); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Partly implemented
Theme: D29 Domestic violence			
125.143 Continue to fight discrimination against women through concrete measures and continue to fight all forms of violence, notably domestic violence (Tunisia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D29 Domestic violence F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 3, 8)
125.108 Strengthen measures aimed at combating gender discrimination in all spheres and to adequately protect women from all forms of violence and abuse, including female genital mutilation, marital rape, domestic violence and social exclusion for alleged witchcraft (Namibia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D29 Domestic violence F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 3, 8)
Theme: D31 Liberty and security - general			
125.50 Strengthen security and civil protection (Sudan); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D31 Liberty and security - general Affected persons: - general	
126.20 Take meaningful steps to improve civilian security and access to the formal judicial system, while building trust in formal law enforcement to prevent the proliferation of vigilante groups (United States of America); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	D31 Liberty and security - general Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Not implemented
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
125.112 Ensure implementation of the National Plan against Female Genital Mutilation and feminine excisions, and bolster efforts to prevent such practices, by raising awareness among various communities in the country, in particular with regard to tribal leaders, religious leaders, men and boys, as well as by raising awareness and education of girls (Austria); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion E51 Right to education - General F13 Violence against women Affected persons: - women - children - girls	Partly implemented (para 8)
125.125 Promote outreach among local communities, traditional and religious authorities, as well as among	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion	Not implemented

parents, to ensure the universal implementation of a minimum age for marriage at 18 years for both men and women (Austria); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125		F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
125.54 Continue efforts to guarantee the independence and impartiality of the judiciary (France); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Partly implemented
125.57 Intensify efforts to implement the recommendations accepted during its previous review that relate to ensuring the independence and effectiveness of the judicial system (Sweden); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Partly implemented
Theme: D8 Rights related to marriage & family			
125.118 Amend the Individuals and Family Code to set 18 years as the minimum age of marriage for both boys and girls (Zambia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	D8 Rights related to marriage & family F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - girls	Not implemented
126.29 Repeal all discriminatory provisions against women in the Individuals and Family Code and increase to 18 years the legal minimum age of marriage for men and women, without exception (Belgium); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	D8 Rights related to marriage & family F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	Not implemented
Theme: E41 Right to health - General			
125.75 Consider allocating adequate financial resources to improve health-care infrastructure, midwife training, maternal health and access to emergency obstetric care (Ghana); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General Affected persons: - general - women	Implemented (para 8)
125.80 Continue efforts to ensure universal access to quality health services (Saudi Arabia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General Affected persons: - general	Partly implemented
125.79 Continue to strengthen efforts to improve access to health care for all, including access to sexual and reproductive health services (Australia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services Affected persons: - general	Implemented (para 8)
125.81 Increase women's awareness of the Reproductive Health Act and ensure access to health services for women and girls living with HIV/AIDS (South Africa); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services Affected persons: - general - women - girls	Partly implemented (para 8)
126.23 Ensure maternal, sexual and reproductive health care for	Supported	E41 Right to health - General	

women by applying standard methods (Afghanistan); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1		E43 Access to sexual and reproductive health and services Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.76 Adopt legal and political measures to ensure that women and adolescents have access to sexual education and to free and women- and adolescent-friendly reproductive health-care services (Honduras); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services E51 Right to education - General Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.74 Pursue steps to expand access of the population to high-quality health-care and education services (Djibouti); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partly implemented
125.82 Improve access for all to high quality health care and education services (Viet Nam); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partly implemented
125.158 Step up efforts to address prejudices against children with disabilities, to ensure that such children have access to health care and inclusive education (Bulgaria); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E51 Right to education - General Affected persons: - persons with disabilities	Not implemented
125.142 Continue efforts in the area of promoting the rights of women by formulating and implementing strategies that protect women and girls, notably with disabilities, and guarantee their access to education, work and health care (State of Palestine); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E41 Right to health - General E51 Right to education - General F12 Discrimination against women Affected persons: - general - women - persons with disabilities	Partly implemented (para 5, 8)

Theme: E43 Access to sexual and reproductive health and services

125.78 Continue efforts to fight maternal mortality and ensure that care centres are provided with necessary equipment and medication (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E43 Access to sexual and reproductive health and services Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.122 Effectively address the high prevalence of early pregnancies by working with children, parents, teachers and other stakeholders (Slovenia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E43 Access to sexual and reproductive health and services Affected persons: - children	Partly implemented (para 8)

Theme: E51 Right to education - General

125.83 Continue implementing the Plan for Strategic Development of Basic Education and the Literacy Plan, to undertake further measures to improve the quality and infrastructure of schools, particularly in rural areas (Bulgaria);	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - persons living in rural areas	Not implemented
---	-----------	---	-----------------

Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
125.84 Further continue the implementation of access to education for all through the policy aimed at strengthening infrastructure in urban and rural areas (Ethiopia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - persons living in rural areas	Not implemented
125.87 Strengthen efforts to ensure universal access for all to quality education (Saudi Arabia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - general	Not implemented
125.95 Include human rights concepts in school curricula (United Arab Emirates); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - general	Not implemented
125.121 Allocate sufficient resources to programmes to combat early pregnancies and to support young mothers to stay in school (Mexico); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - general	Not implemented
125.137 Dismantle barriers to girls' access to education by raising awareness of the importance of education for women (Iceland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - general - women	Implemented (para 20, 22). There are continuous awareness campaigns on girl education in Burkina Faso
125.159 Take further measures to encourage the inclusion of students with disabilities in the education system (Qatar); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General Affected persons: - persons with disabilities	Not implemented
125.88 Make effective the provision of free primary education (Togo); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General E52 primary education Affected persons: - general	Not implemented
125.85 Continue its efforts in enhancing access to education for all, particularly access to secondary and higher education, including in the rural areas (Indonesia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General E55 higher education Affected persons: - persons living in rural areas	Partly implemented (para 20, 22)
125.131 Continue efforts to ensure education for girls and gender equality in the education sector (Tunisia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General F12 Discrimination against women Affected persons: - general - girls	Not implemented
125.153 Strengthen the efforts aimed at promoting and protecting the rights of children, with a focus on the right to education and the fight against child labour (Italy); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	E51 Right to education - General F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Not implemented
Theme: F11 Advancement of women			
125.136 Continue to advance the economic empowerment of women and girls through the	Supported	F11 Advancement of women Affected persons: - women	Partly implemented (para 20)

creation of income-generating activities (Ethiopia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
Theme: F12 Discrimination against women			
125.130 Strengthen its action to fight discrimination against women (Côte d'Ivoire); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8, 20, 21)
125.141 Invest additional efforts into fighting all kinds of discrimination, in particular against women, by implementing special national strategies and concrete legal frameworks (Serbia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8, 20, 21)
125.104 Intensify its actions in favour of women's rights, by seeking the full implementation of the National Plan against Female Genital Mutilation, ending forced or early marriages, eradicating violence against women and achieving a greater presence of women in political and economic life (Spain); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women F14 Participation of women in political and public life F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	Partly implemented (para 8, 20, 21)
125.115 Promote the adoption of measures aimed at protecting the rights of women and intensify the efforts to combat early and forced marriages of children and early pregnancies (Italy); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Partly implemented (para 8)
125.120 Increase the minimum age of marriage to 18 years and request that legal guarantees be granted for the succession of a married woman after the death of her husband in order to combat discrimination against women (Democratic Republic of the Congo); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	Partly implemented (para 2, 5, 8)
Theme: F13 Violence against women			
125.97 Enhance efforts to combat all forms of violence against women and girls, within a comprehensive strategy, including clear goals and timeliness (Brazil); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women - girls	Partly implemented (para 1, 3, 8)
125.99 Adopt a comprehensive strategy and action plan for prevention of all forms of violence against women, with a particular focus on the eradication of customary practices that are harmful to women, such as female genital mutilation and forced marriages (Montenegro); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.100 Redouble efforts to eliminate all forms of discrimination and violence against women, in particular	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)

combat the practice of female genital mutilation (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125			
125.102 Continue to work to eradicate the practice of female genital mutilation (Congo); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.103 Redouble efforts towards eradication of female genital mutilation (Mozambique); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.105 Continue the efforts necessary to combat female genital mutilation (Egypt); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.110 Eradicate female genital mutilation and bring perpetrators to justice (Sweden); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women - girls	Partly implemented (para 8)
125.113 Take urgent measures to put an end to harmful traditional practices to women, such as forced marriages (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
125.116 Take all measures to fight early and forced marriages (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women - girls	Not implemented
125.127 Redouble the efforts to effectively protect women accused of witchcraft (Congo); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented
125.106 Redouble its efforts to eradicate the practice of genital mutilation of women and girls and other harmful practices, and share with other countries its best practices in the implementation of its legal framework to address the root causes of this practice (Honduras); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women; D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A3 Inter-State cooperation & development assistance Affected persons: - women - girls	Partly implemented (Para 8)
125.47 Adopt the measures necessary to strengthen investigations and sanctions against the perpetrators of child marriage and female genital mutilation (Argentina); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F13 Violence against women; F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - general - women - children - vulnerable persons/groups	Not implemented
Theme: F14 Participation of women in political and public life			
125.135 Continue efforts to improve women's participation in decision-making (Egypt); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F14 Participation of women in political and public life Affected persons: - women	Partly implemented (Burkina has adopted a law on gender parity in elective offices since 2009, but these quota are unevenly implemented)
125.139 Continue efforts to improve the participation of women in decision-making process (Maldives); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F14 Participation of women in political and public life Affected persons: - women	Partly implemented (Burkina has adopted a law on gender parity in elective offices since 2009, but these quota are unevenly implemented)

125.145 Continue to enhance the role of women in strengthening democracy and ensuring sustainable development (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F14 Participation of women in political and public life Affected persons: - women	Partly implemented (Burkina has adopted a law on gender parity in elective offices since 2009, but these quota are unevenly implemented)
Theme: F31 Children: definition; general principles; protection			
125.117 Materialize its intention to harmonize the legal age of marriage to 18 years in order to combat early forced and child marriages (Canada); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
125.119 Raise to the age of 18 years the minimum age for marriage (Central African Republic); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
125.123 Set the minimum age of marriage for both girls and boys at 18 years and take firm legal action to prevent children from becoming victims of child, early and forced marriage (Sweden); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
125.124 Continue efforts deployed to fight against early marriage and take all measures necessary to ensure the full deployment of programmes in this area (Tunisia); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - general - children	Not implemented
125.148 Fast-track the implementation of the National Strategy on Ending Child Marriage for the period 2016–2025 (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
125.150 Allocate sufficient resources for the implementation of the national plan and strategies to combat child marriage (Afghanistan); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
125.156 Make every effort to protect children in gold panning sites (France); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
126.27 Establish comprehensive mechanisms to fight early forced marriage by, inter alia, raising the minimum age for marriage, including for traditional marriages, for both boys and girls to 18 years and by making shelters available for people at risk (Germany); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - girls	Not implemented
125.152 Continue to make progress in protecting the rights of children, above all with regard to child labour in the mining sector and in sexual exploitation (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Not implemented

Theme: F33 Children: protection against exploitation			
125.155 Continue efforts aimed at combating the use of child labour (South Africa); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	F33 Children: protection against exploitation Affected persons: - children	Not implemented
Theme: H1 Human rights defenders			
125.58 Take all measures to ensure that human rights defenders can operate free from hindrance and insecurity and that all allegations of such are subject to prompt, impartial and thorough investigation (Ireland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Partly implemented (para 3 and 4).
Theme: S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment			
125.133 Continue to adopt measures that promote gender parity in socioeconomic activities (Angola); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 125	Supported	S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented (para 8)
Theme: A12 Acceptance of international norms			
126.2 Ratify without reservation the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Austria); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms A13 Reservations D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	
126.3 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, with the ultimate aim of abolishing the death penalty in all circumstances (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	
126.6 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Portugal) (Spain) / consider ratification of the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	
126.7 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Portugal) (Spain); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Not implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
127.4 Consider the adoption of a general law sanctioning acts of discrimination on any grounds, including sexual orientation and gender identity (Chile); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 127	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented

127.5 Adopt comprehensive legislation to prevent and combat all forms of discrimination on any grounds, including sexual orientation and gender identity (Honduras); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 127	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
127.6 Decriminalize sexual relations between consenting adults of the same sex (Iceland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 127	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented
127.8 Criminalize the recruitment and use of persons under 18 years of age in the national armed forces (Zambia). Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 127	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - children	Not implemented
126.25 Amend legislation to fight and legally ban the practice of female genital mutilation, other harmful customary practices and domestic violence against women, by inter alia revising the law to define marital rape and to establish an appropriate punishment (Germany); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Implemented (paragraph 8).
126.30 Revise current legislation in order to explicitly prohibit the corporal punishment of children in all settings, including at home (Montenegro); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework F32 Children: family environment and alternative care Affected persons: - children	Not implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
127.7 Legally prohibit discrimination based on sexual orientation or gender identity (Iceland); Source of position: A/HRC/39/4 - Para. 127	Noted	B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented
Theme: D32 Enforced disappearances			
126.17 Adopt the measures necessary in order to guarantee that forced disappearances remain explicitly outside the scope of the competence of military jurisdictions in all cases (Argentina); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	D32 Enforced disappearances D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - disappeared persons	Not implemented
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
126.26 Amend the Code of Individuals and Family to guarantee that the same minimum age for marriage of 18 years applies to men and women and includes all types of marriages, including religious and traditional marriages (Australia); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion D8 Rights related to marriage & family F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	Not implemented
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
126.19 Strengthen the rule of law throughout the country by supporting the presence of national security forces trained in	Noted	D51 Administration of justice & fair trial Affected persons:	Not implemented

human rights and counter the presence of vigilante militias, including the Koglwéogo (Belgium); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1		general	
126.22 Ensure that evictions result from a judicial decision, with rigorous procedural guarantees in line with international norms (Togo); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	D51 Administration of justice & fair trial B52 Impunity Affected persons: judges, lawyers and prosecutors	Partly implemented
Theme: E41 Right to health - General			
126.24 Implement a strategy that ensures the sexual and reproductive health and rights of young people by fighting against female genital mutilation and by reducing maternal mortality related to unsafe abortions (Belgium); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. The law has been amended to combat FGM, but the practice is still prevalent (para 8).
Theme: F31 Children: definition; general principles; protection			
126.28 Set the minimum age of marriage at 18 years for women and men and for all forms of marriage (Ireland); Source of position: A/HRC/39/4/Add.1	Noted	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women	Not implemented

¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-neuvième session, doc. ONU A/HRC/39/2, 23 novembre 2018, § 363

² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Burkina Faso, 6 juillet 2018, doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 126.1 (Chili, Costa Rica, Espagne, Togo)

³ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.10 (Costa Rica)

⁴ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.96 (Chili)

⁵ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.101 (Cabo Verde)

⁶ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.33 (Zambie)

⁷ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.45 (États-Unis)

⁸ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandations 125.30 (France) et 125.51 (Canada)

⁹ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 126.28 (Irlande)

¹⁰ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 126.30 (Monténégro)

¹¹ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 127.8 (Zambie)

¹² Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.58 (Irlande)

¹³ Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandation 125.118 (Zambie) ; 125.161 (Autriche) et 126.29 (Belgique)

¹⁴ Burkina Faso, Décret n° 2021-0480/PRES/PM/MDNAC portant création des Forces Spéciales, 2 juin 2021

¹⁵ Burkina Faso, Loi n° 044-2019/AN portant modification de la loi n°025-2018/AN du 31 mai 2018 portant Code pénal, 21 juin 2019

¹⁶ Burkina Faso, Loi n° 025-2018 portant Code pénal, articles 513-7, 513-8, 513-9.

¹⁷ Clionadh Raleigh, Andrew Linke, Håvard Hegre et Joakim Karlsen, 2010, "Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data", *Journal of Peace Research*, vol. 47, n° 5, p. 651-660 ; Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), carte interactive et données (en anglais), acleddata.com/dashboard/#/dashboard/57E4FBCC6468FF66E7A1BC5DE2B7A376

¹⁸ Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Burkina Faso, Affrontements intercommunautaires (Update)*, 10 janvier 2019

¹⁹ Mouvement burkinabè pour les droits de l'homme et des peuples. *Que s'est-il passé à Kain-Ouro et environs le 4 février 2019 ?* (Rapport de mission), accessible à l'adresse [kaceto.net/IMG/pdf/rapport_kain_1_la_bonne_version_sans_fond.pdf](https://www.kaceto.net/IMG/pdf/rapport_kain_1_la_bonne_version_sans_fond.pdf)

²⁰ Amnesty International, « Burkina Faso. Les récits de témoins confirment que le massacre a été perpétré par un groupe armé », 20 mars 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/>

- ²¹ Amnesty International, « *Ils en ont exécuté certains et emmené d'autres avec eux* ». *Péril pour les populations civiles dans le Sahel*, Index AI : AFR 37/2318/2020, 10 juin 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr37/2318/2020/fr/>
- ²² Amnesty International, « *Burkina Faso. Les auteurs présumés des tueries de Nouna doivent faire face à la justice* », 10 janvier 2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/01/burkina-faso-perpetrators-of-nouna-killings-must-face-justice/>
- ²³ Amnesty International, *Burkina Faso. Après le massacre de Solhan, la protection de la population doit être la priorité*, Index AI : AFR 60/4249/2021, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr60/4249/2021/fr/>
- ²⁴ UNCHR/Projet 21, Note d'analyse de protection : urgence Seytenga, 30 juin 2022, reporting.unhcr.org/document/2901
- ²⁵ Conseil Norvégien pour les Réfugiés et UK Aid, *Sortir de l'impasse : quelle réponse humanitaire face aux villages encerclés dans le Sahel central ?*, 2022
- ²⁶ Amnesty International, « *Burkina Faso. Jour historique pour les droits sexuels et reproductifs* », 1^{er} juin 2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2019/06/burkina-faso-historic-day-for-advancing-sexual-and-reproductive-health-rights/> ; Doc. ONU A/HRC/39/4, recommandations 125.76 (Honduras), 125.81 (Afrique du Sud)
- ²⁷ Sam Mednick, "Exclusive: sex for food aid claimed by women in Burkina Faso", *The New Humanitarian*, 26 juillet 2021. <https://www.thenewhumanitarian.org/investigations/2021/7/26/sex-for-food-aid-allegations-in-burkina-faso>
- ²⁸ OCHA, Burkina Faso : rapport de situation, consulté le 31 mars 2023, reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso?gl=1%2a1fc1rhd%2a_ga%2aMiY5OTc2NDM5LjE2NzU3MTU0NDg.%2a_ga_E60ZNX2F68%2aMTY3NTcxNTQ0Ny4xLjEuMTY3NTcxNTUwNi4xLjAuMA
- ²⁹ Lefaso.net, « *Procès "Thomas Sankara et douze autres" : Blaise Compaoré, Gilbert Diendéré et Hyacinthe Kafando condamnés à la prison à vie* », 6 avril 2022, lefaso.net/spip.php?article112463
- ³⁰ Lefaso.net, « *Affaire Dabo Boukary : Gilbert Diendéré condamné à 20 ans de prison ferme* », 22 septembre 2022, lefaso.net/spip.php?article116173
- ³¹ Lamine Traoré, Voice of Africa, « *Un média burkinabè suspendu pour avoir "diffusé des informations erronées"* », 10 juin 2021, voaafrique.com/a/un-m%C3%A9dia-burkinab%C3%A8-suspendu-pour-avoir-diffus%C3%A9-des-informations-erron%C3%A9es-5923523.html
- ³² Lefaso.net, « *CSC : Audition du journal "Le Dossier"* », 26 février 2019, lefaso.net/spip.php?article88239
- ³³ Voice of Africa, « *Drame de Tanwalbougou : les survivants racontent leur calvaire entre les mains des gendarmes* » 2 juillet 2020, voaafrique.com/a/le-12-mai-12-d%C3%A9tenus-ont-trouv%C3%A9-la-mort-dans-les-locaux-de-la-gendarmerie-de-tanwalbougou-dans-l-est-du-pays-5485832.html
- ³⁴ Lefaso.net, « *Fada Ngourma : Douze présumés terroristes retrouvés morts dans leurs cellules* », 13 mai 2020, lefaso.net/spip.php?article96833